

Leçon 1 : L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux

Introduction : La Première guerre mondiale a coûté cher à l'Europe qui a perdu sa prépondérance économique au profit des Etats-Unis. Mais les années 20 sont une période de relative prospérité caractérisée par l'épanouissement de la Deuxième révolution industrielle et par une production massive, dans un cadre économiquement libéral. Mais la prospérité repose sur des bases fragiles qui conduisent à des déséquilibres tant économiques que sociaux et financiers.

Comment la crise économique déséquilibre-t-elle les sociétés et les États dans le monde ?

I - La crise économique aux Etats-Unis

A - Les causes de la crise

La prospérité des États-Unis 1921-1929

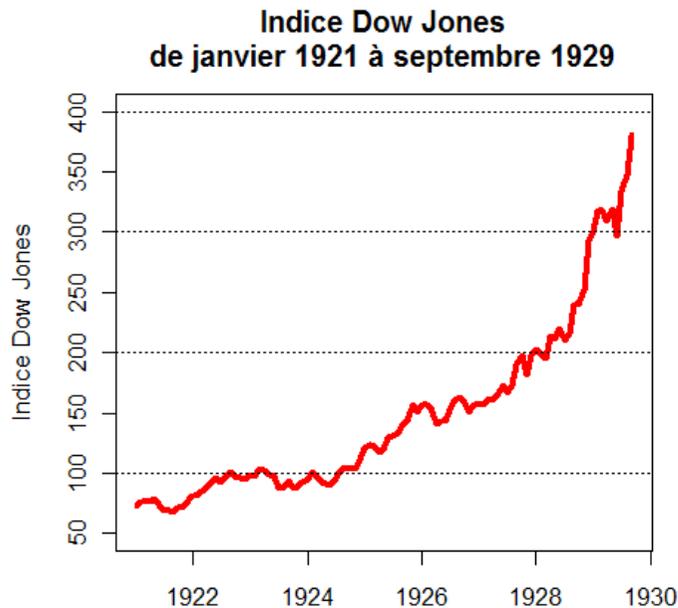
	Production industrielle (indice 100: 1933-1939)
1921	58
1922	73
1923	88
1924	82
1925	90
1926	96
1927	95
1928	99
1929	110

	Revenu national (en milliards de dollars)	Revenu annuel par habitant (en dollars)
1921	59,4	522
1922	60,7	553
1923	71,6	634
1924	72,1	633
1925	76	644
1926	81,6	678
1927	80,1	674
1928	81,7	676
1929	87,2	716

Une prospérité mal fondée

Revenu annuel (en dollars)	Nombre approximatif de familles	% du nombre total de familles
Moins de 1 000	6 millions	21
De 1 000 à 1 500	6 millions	21
De 1 500 à 2 500	8 millions	29
Plus de 2 500	8 millions	29

Source: P. Léon, *Histoire économique et sociale du monde*, A. Colin, 1982, tome 5.



La spéculation est une opération financière ou commerciale dont le but est de profiter des fluctuations et des anomalies du marché, pour réaliser des bénéfices... Si beaucoup d'acteurs se mettent à spéculer, et donc à acheter des titres financiers, les prix de ces derniers vont augmenter, ce qui va attirer encore plus d'investisseurs... Un cercle vicieux qui gonfle les prix au-dessus de leur valeur, comme une bulle de chewing-gum. C'est ce qu'on appelle une **bulle spéculative**. Les cours de la Bourse de New-York sont ainsi multipliés par 3 entre 1920 et début 1929, ce qui correspond à une hausse annuelle d'environ 12 % en moyenne.

Histoire du XXe siècle 1900-1945,
Bernstein et Milza, p. 161.
et <https://www.lafinancepourtous.com/>

A - Les causes de la crise

Trace : Les Etats-Unis connaissent entre 1921 et 1929 une période de prospérité : la production industrielle augmente, la concentration des entreprises s'accroît, les secteurs de la seconde industrialisation (automobile, industries électriques, aviation...) stimulent les nouvelles sources d'énergie que sont l'électricité et le pétrole, la consommation est facilitée par l'extension de la vente à crédit.

Mais cette prospérité repose sur des bases fragiles : 6 millions de familles vivent dans une situation proche de la misère, les secteurs industriels anciens de l'alimentation et du textile souffrent, l'agriculture subit une chute des prix agricoles et ainsi des revenus. Malgré l'usage répandu du crédit, le pouvoir d'achat est insuffisant pour absorber une production toujours plus grande. Les entreprises détournent une grande partie de leurs profits de l'investissement productif vers la bourse où la spéculation prend des proportions inquiétantes : les actions atteignent des valeurs à la fin des années 20 qui n'ont plus rien à voir avec leur valeur réelle (bulle spéculative).

B - Du Krach boursier à la crise générale

Le « jeudi noir »

Dramaturge, poète et romancier français, Paul Claudel (1868-1955) est nommé en 1927 ambassadeur de France à Washington.

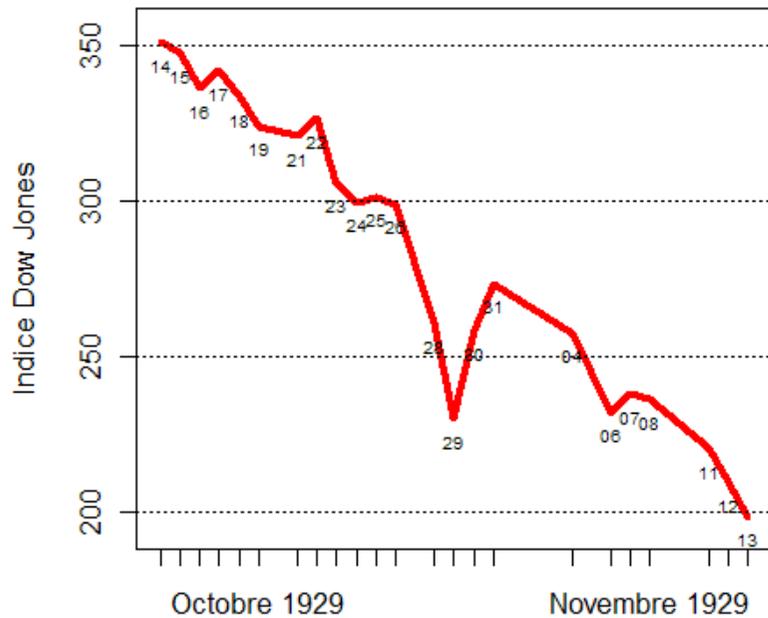
« Votre excellence a sans doute remarqué que dans tous les rapports que depuis mon arrivée aux États-Unis je lui ai adressés sur l'état des affaires américaines je n'avais pas manqué, en contradiction avec l'optimisme à outrance qui prévalait dans certains milieux, de souligner que le tableau de la prospérité de ce pays comporterait des points noirs, dont le plus grave était la situation créée sur le marché de New York par le volume toujours croissant des emprunts aux agents de change et par conséquent à la spéculation. Les événements, sans précédent dans l'histoire de Wall Street, qui viennent de se produire du 24 au 30 octobre, ont justifié ces appréhensions [...]. Dès le début de septembre, [...] le marché de New York donnait des signes de faiblesse [...]. Brusquement, le 24 octobre, une demi-heure après l'ouverture de la bourse, les cours faiblirent. Cette chute,

pour ainsi dire perpendiculaire, occasionnée par des ordres de vente donnés de tous les coins du pays par des spéculateurs effrayés et démoralisés, provoqua une panique sans précédent à Wall Street [...]. Les actions considérées comme les plus solides, celles des compagnies dont les affaires se sont, jusqu'à maintenant, normalement développées avec le pays, suivaient le sort des titres des compagnies d'une solidité douteuse. C'était la panique sur toute la ligne [...]. La cause profonde et principale de la crise a été sans aucun doute la spéculation qui s'était emparée du pays et s'était répandue dans le monde entier. Dans une poussée sans précédent, les achats étaient faits par une foule de plus en plus nombreuse de spéculateurs, sans tenir aucun compte des bilans des sociétés, de leurs gains et de leurs perspectives raisonnables pour l'avenir [...]. »

Paul Claudel, courrier diplomatique adressé à Aristide Briand, ministre des Affaires étrangères, 6 novembre 1929, Éd. Métailié, 2009.

[Vidéo Lumni 4'36](#)

Krach de 1929

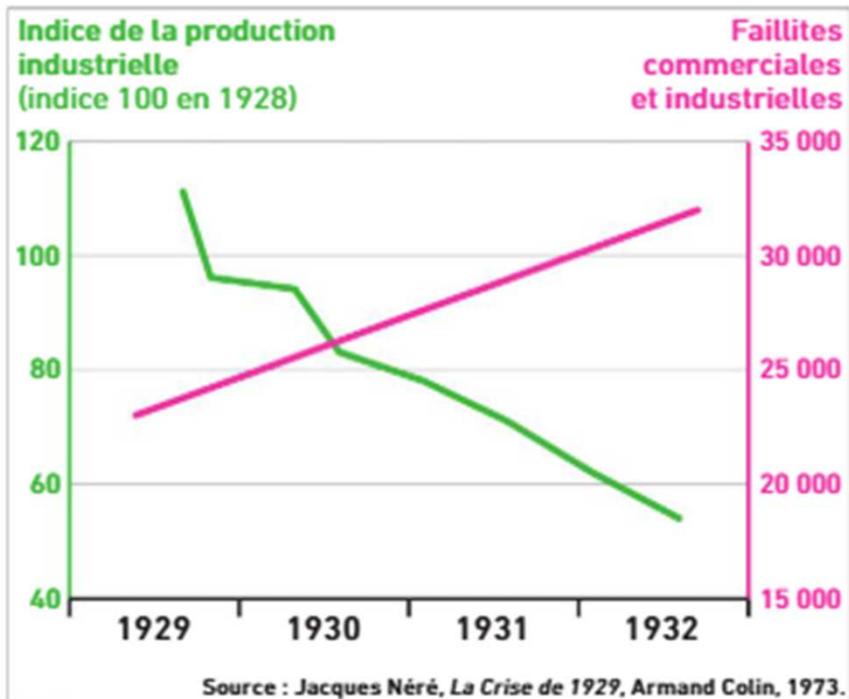


« A solemn crowd gathers outside the Stock Exchange after the crash.»

<https://fr.wikipedia.org/>



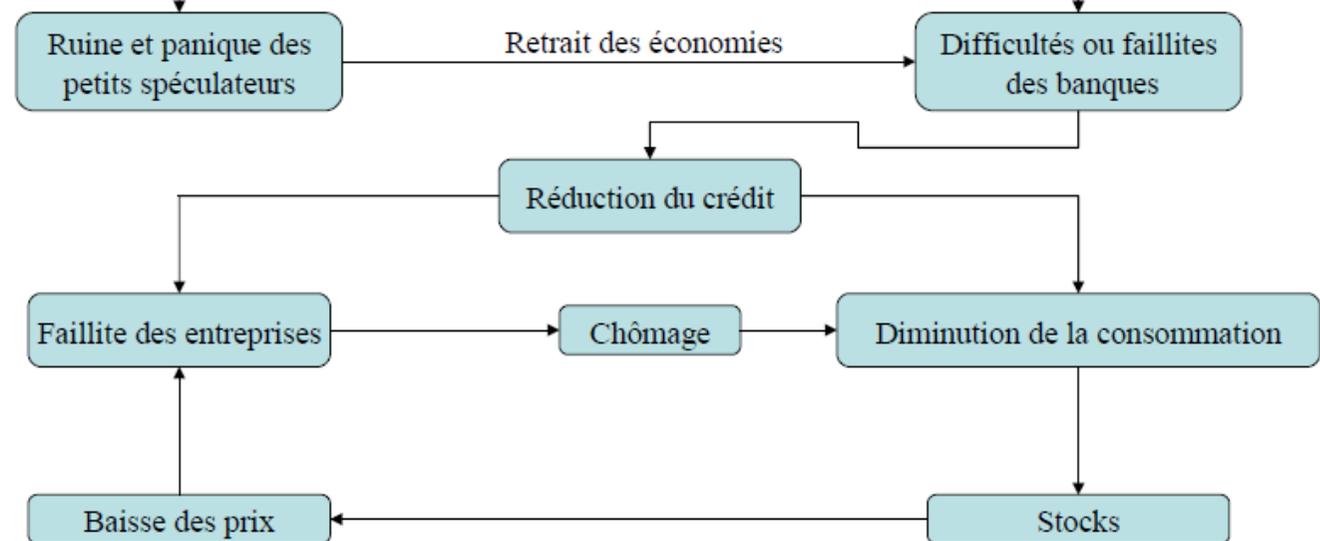
De la crise financière à la crise économique



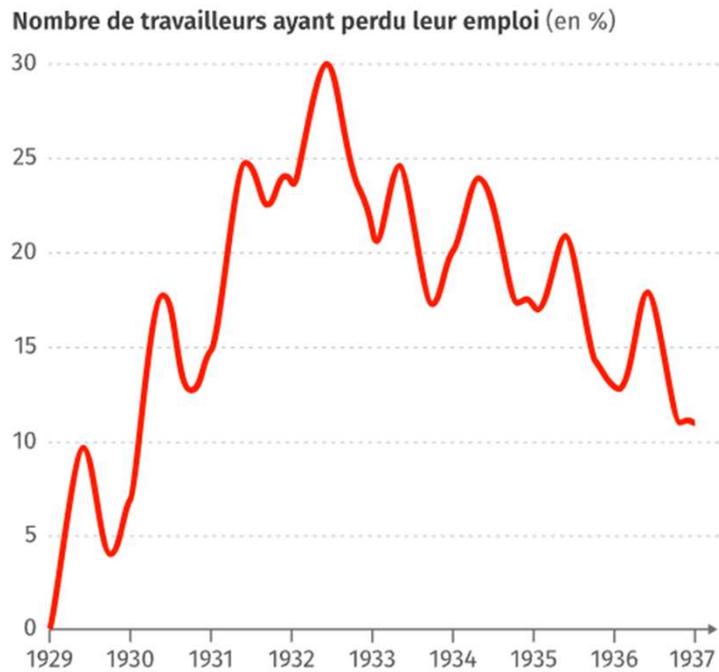
De la crise
financière
à la crise
économique

Le « jeudi noir » 24 octobre 1929

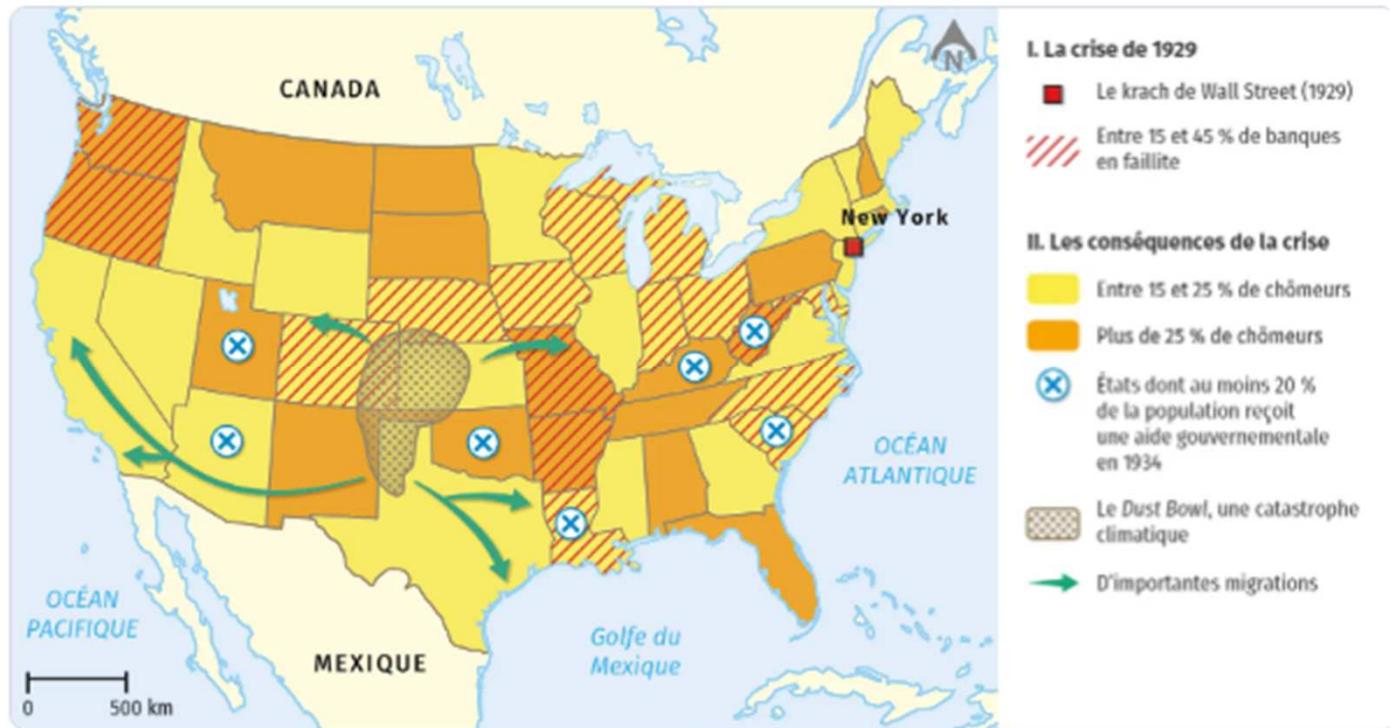
Mise en vente soudaine et massive d'actions : chute des cours
KRACH BOURSIER



Les effets sociaux de la crise



Crédits : lelivrescolaire.fr



Les raisins de la colère

1°55-15'45

B - Du Krach boursier à la crise générale

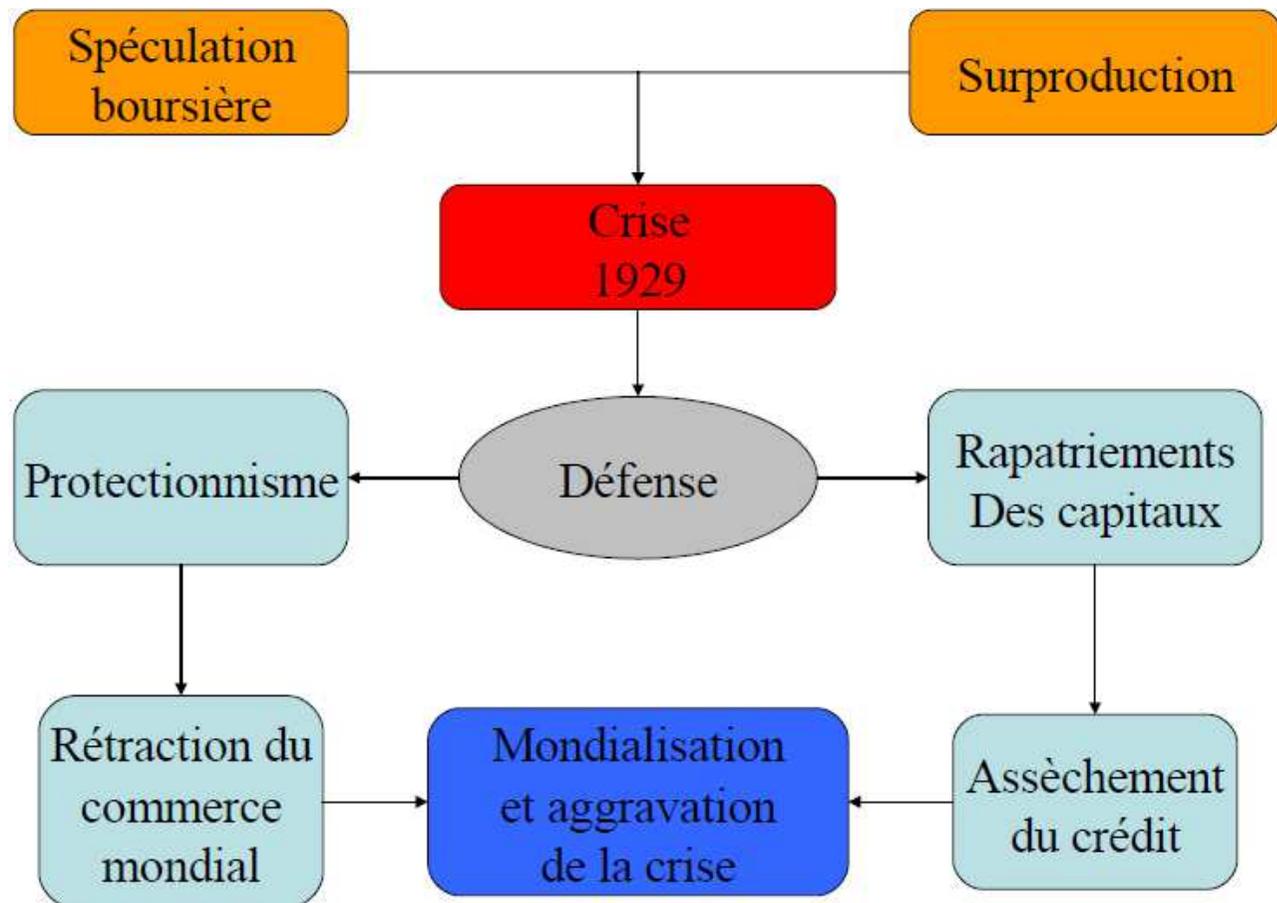
Trace : Face à la baisse des dividendes par rapport à la valeur des actions, un mouvement de revente d'actions s'amorce qui culmine le jeudi 24 octobre 1929 (le « jeudi noir ») : en quelques heures plus de 12 millions de titres sont jetés sur le marché à la bourse de New-York, les cours s'effondrent (la chute des valeurs boursières se poursuit jusqu'en 1932), provoquant la ruine de millions d'états-uniens qui s'étaient endettés pour acheter des actions : les débiteurs qui comptaient sur des gains boursiers pour honorer leurs traites ne peuvent plus rembourser leurs emprunts.

Ce krach boursier détruit le système de crédit aux entreprises et particuliers dont dépendait l'équilibre de l'économie américaine et provoque la faillite de nombreuses banques. La crise boursière dégénère en crise économique globale : les entreprises, devant la raréfaction des débouchés, cherchent à vendre à tout prix leurs produits d'où une baisse des prix. Dans le même temps elles diminuent aussi leur production, arrêtent les investissements et licencient massivement (1.5 millions de chômeurs en 1929, 12 millions en 1932 : 25% des actifs). La baisse de la masse salariale se traduit par une nouvelle baisse de la demande qui entraîne une nouvelle baisse des prix et de la production. De nombreux établissements industriels et commerciaux ferment. La misère se répand (les agriculteurs sont parmi les plus durement touchés, entraînant des migrations vers les villes et vers l'ouest), nuptialité et natalité régressent brutalement. Des bidonvilles apparaissent autour des grandes villes américaines.

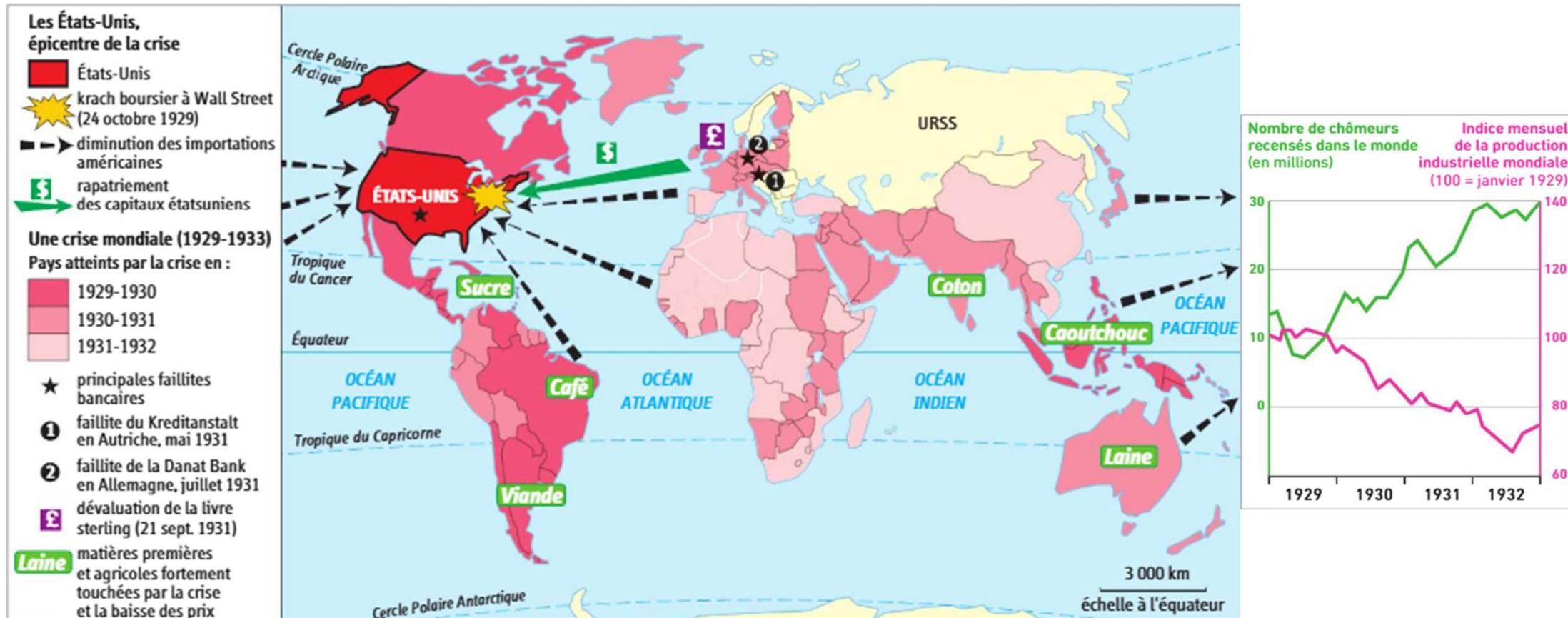
II - D'une crise américaine à une crise mondiale

A - La diffusion de la crise

De la crise
américaine
à la crise
mondiale



De la crise américaine à la crise mondiale



A - La diffusion de la crise

Trace : Les liens entre économies capitalistes sont un facteur de propagation de la crise : le krach de Wall Street entraîne une rétractation des importations américaines (nouveau tarif douanier en juin 1930) ainsi qu'un rapatriement de leurs capitaux ce qui aboutit à un effondrement des échanges mondiaux de produits et capitaux. Entre 1929 et 1932 le commerce mondial diminue de 25% en volume et de 65% en valeur. Le crédit international s'effondre car les prêteurs restreignent leurs prêts, les krachs bancaires se multiplient en Europe (Autriche, Allemagne, France...) les banques étant dépendantes du crédit américain. Les faillites se multiplient dans les secteurs industriels et commerciaux, le chômage de masse s'installe. Entre 1929 et 1933, la dépression a détruit la production, le commerce international des produits et capitaux ainsi que le système monétaire international du Gold Exchange Standard avec la suppression de la convertibilité en or des monnaies dans de nombreux pays (Angleterre, Japon...).

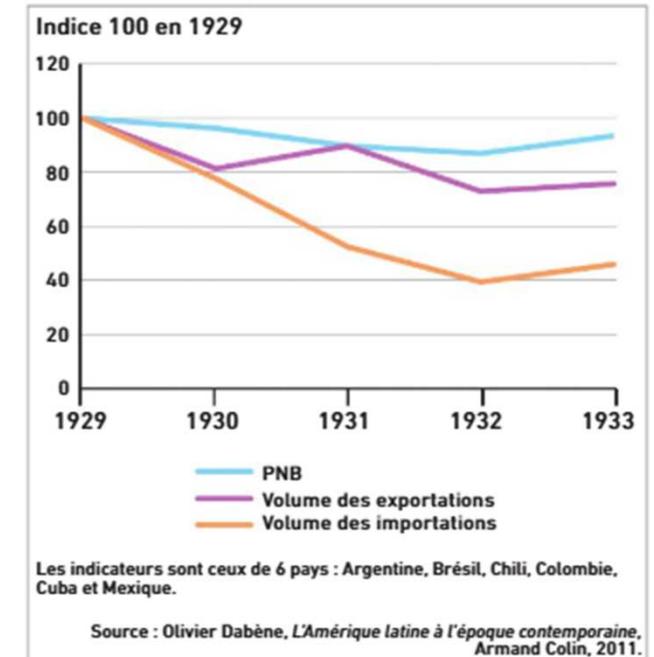
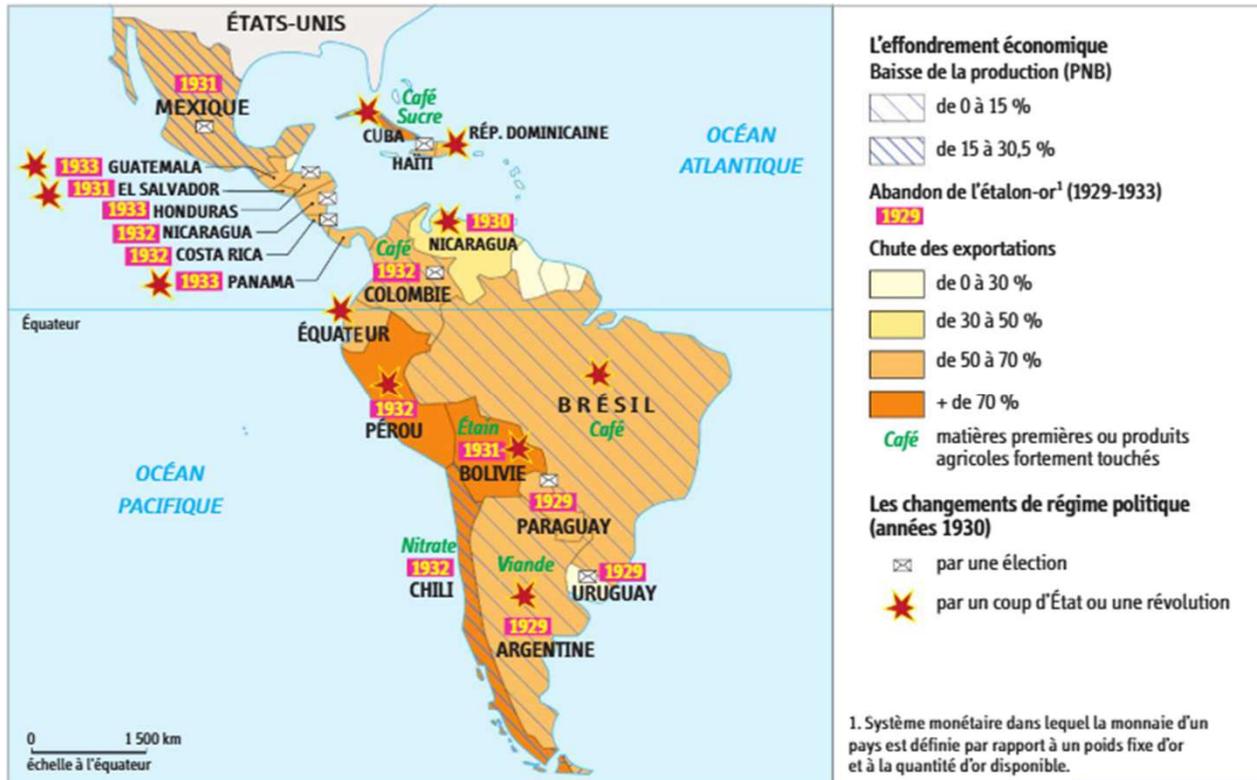
B - L'exemple de l'Amérique latine

La crise en Amérique latine

Vidéo 2'11-11'03



3 Alimentation d'une locomotive avec du café (Brésil, 1936)



B - L'exemple de l'Amérique latine

Trace : L'économie sud-américaine repose essentiellement sur l'exportation des matières premières vers les pays riches d'Amérique du Nord et d'Europe (Viande argentine, café brésilien). Avec la fermeture des marchés étatsuniens et européens, les stocks s'accumulent (Au Brésil, le café est brûlé dans des locomotives ou jeté à la mer), les prix s'effondrent. Les entreprises réduisent leur production et licencient ou font faillite. L'effondrement des cours mondiaux des produits agricoles et miniers provoque une baisse des revenus des exportations et un déficit budgétaire des États qui ne peuvent plus prélever autant d'impôts sur les activités commerciales, les dépenses publiques sont fortement abaissées. Dans un tel contexte, le mécontentement populaire crée un climat propice à l'instabilité politique. Entre 1930 et 1934, treize coups d'État secouent l'Amérique latine (coups d'état d'Uriburu en Argentine et de Vargas au Brésil en 1930). Mais Au Chili, c'est au contraire le dictateur Carlos Ibañez qui doit démissionner et laisser place à une République socialiste en 1932. Les pays d'Amérique latine se retrouvent sur la nécessité du renforcement du rôle de l'état dans la régulation de l'économie.

**C - Des réponses à la crise : Protectionnisme,
déflation et dévaluation**

Le repli sur l'empire colonial

le gouvernement canadien invita formellement les gouvernements du Royaume-Uni, de l'Etat Libre d'Irlande, de l'Union de l'Afrique du Sud, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Inde, de Terre-Neuve et de la Rhodésia du Sud à prendre part à une conférence économique à Ottawa, en juillet 1932.

L'agenda tel que finalement approuvé était comme suit :

A. Questions générales de commerce.—

1. Examen des aspects du commerce général et des politiques et administrations tarifaires affectant le commerce de l'Empire y compris, entr'autres,

les sujets suivants:

- (a) Reconnaissance du principe de préférence tarifaire réciproque au sein du Commonwealth ;
- (b) Application générale des préférences tarifaires existantes ou futures au sein du Commonwealth;
- (c) Extension aux autres pays du Commonwealth des avantages tarifaires accordés aux pays étrangers;
- (d) Détermination du pourcentage de la partie en provenance de l'Empire nécessaire pour obtenir les préférences tarifaires;
- (e) Primes d'exportation et droits contre le dumping au sein du Commonwealth.

La politique de dévaluation

<https://perso.univ-rennes1.fr/>

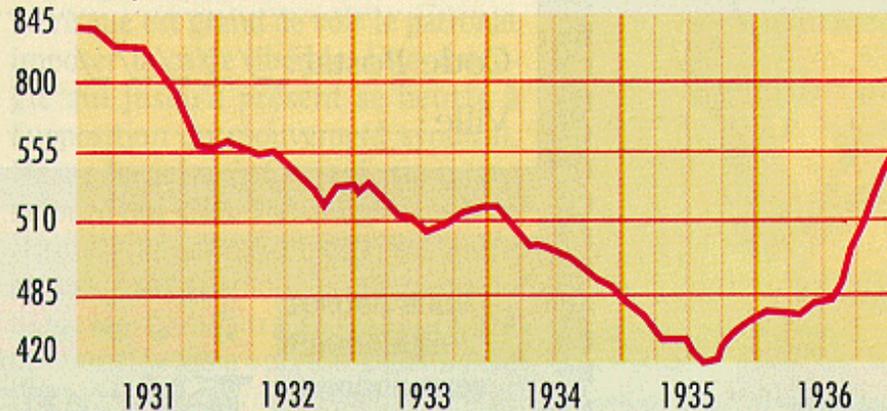
	États-Unis	Royaume-Uni	France	Allemagne	Italie	Belgique
1931	100,0	93,2	100,1	99,2	98,9	100,1
1932	100,0	72,0	100,3	99,7	97,4	100,2
1933	80,7	68,1	100,0	99,6	99,0	100,1
1934	59,6	61,8	100,0	98,6	97,0	99,9
1935	59,4	59,8	100,0	100,3	93,0	78,6
1936	59,2	60,5	92,4	100,1	82,0	72,0
1937	59,1	60,0	61,0	99,7	59,0	71,7
1938	59,1	59,3	43,4	99,6	59,0	71,8

Source : M. Burda et C. Wyplosz, 1998, op. cit., p. 564

La politique de déflation

L'INDICE DES PRIX DE DETAIL EN FRANCE

Base 100 : juillet 1914



Source : J.-P. Patat et J.-M. Lutfalla, « Histoire monétaire de la France au XX^e siècle », éd. Economica.

- Le 16 juillet 1935, à Paris, le président du Conseil **Pierre Laval** promulgue 29 *décrets-lois*.
- Entre autres mesures, ils comprennent une réduction générale de 10% de toutes les dépenses publiques. Y compris les salaires des fonctionnaires et les intérêts des emprunts.
- Par cette « *déflation* » (économies budgétaires et diminution des salaires et des prix par voie d'autorité), le président du Conseil veut relancer l'activité et les échanges sans avoir à dévaluer la monnaie.

C - Des réponses à la crise : Protectionnisme, déflation et dévaluation

Trace : Partout dans le monde, le protectionnisme se généralise. Il se traduit par le relèvement des droits de douane pour réduire les importations et le repli sur l'empire colonial pour les états ayant des colonies afin de se réserver des marchés exclusifs. La France renforce ses liens avec son empire, Le Royaume-Uni met en place un système de préférence douanière avec son empire (le *Commonwealth*) lors de la conférence d'Ottawa de juillet-août 1932.

La politique de dévaluation de la monnaie a quant à elle pour objectif de baisser les prix des produits vendus à l'étranger et de stimuler ainsi les exportations. La livre sterling cesse d'être convertible en or le 21 septembre 1931 et se déprécie de 30%. Les Etats-Unis dévaluent leur monnaie en 1934 (elle perd 40 % de sa valeur), la France en 1936 : on parle de guerre monétaire.

Les pays ayant dévalué tardivement comme la France ou la Belgique subissent une appréciation de leur monnaie qui pénalise leurs exportations, ils sont contraints à des politiques de déflation (baisse des prix) très dures pour les populations : il s'agit de faire baisser les dépenses publiques et stabiliser la balance commerciale en comprimant les prix grâce à des baisses de salaire. Mais les politiques de déflation ont touché de nombreux pays européens comme le Royaume-Uni et l'Allemagne, politiques ayant eu pour effet de prolonger la crise.

III - De nouvelles politiques

A - Roosevelt et le New Deal

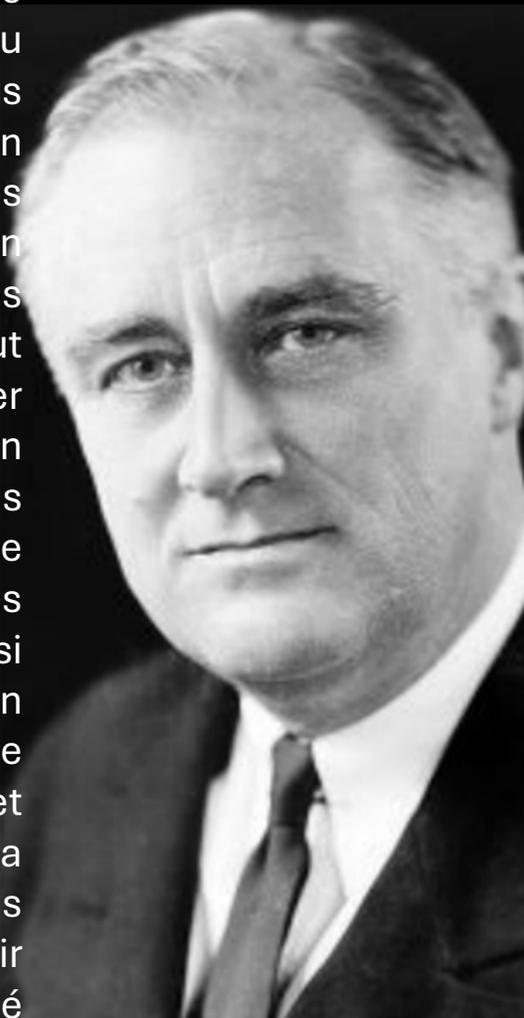
Vidéo

F.D. Roosevelt

- Je vous promets, je m'y engage, une nouvelle donne pour le peuple américain...Ceci est plus qu'une campagne politique : c'est un appel aux armes. Donnez-moi votre aide, non pour seulement gagner des votes ; mais pour vaincre dans cette croisade pour rendre l'Amérique à son peuple.

Franklin Delano Roosevelt candidat à la présidence américaine, Chicago, Illinois, le 2 Juillet 1932, discours à la convention démocrate.

Notre première tâche, la plus importante, est de remettre les gens au travail... Cela peut être accompli en partie par un recrutement direct du gouvernement, en traitant le problème comme nous traiterions l'urgence d'une guerre, mais en accomplissant dans le même temps, grâce à ces emplois, les grands projets dont nous avons besoin pour stimuler et réorganiser l'utilisation de nos immenses ressources naturelles...Oui, la tâche peut être soutenue par des efforts précis en vue d'élever les valeurs des produits agricoles, et en conséquence le pouvoir d'acheter les productions de nos villes...Elle peut être soutenue par une planification nationale et une supervision de toutes les formes de transports et de communications ainsi que d'autres équipements qui ont définitivement un caractère public. Il devra y avoir un strict contrôle de toutes les activités bancaires, de crédits et d'investissements. Il devra être mis fin à la spéculation avec l'argent des autres, et des dispositions devront être prises en vue de rétablir une monnaie solide et disponible en quantité suffisante.



Discours d'investiture, 4 mars 1933.

<https://ia903106.us.archive.org/>

Un premier New deal

Mars 1933	<ul style="list-style-type: none">• Création du Civilian Conservation Corps : recrutement de jeunes chômeurs de 18 à 25 ans pour lutter contre l'érosion des sols et aménager des forêts publiques et des parcs nationaux.
Mai 1933	<ul style="list-style-type: none">• Agriculture Adjustment Act : aides aux agriculteurs qui diminuent les surfaces cultivées et abattent leur bétail pour faire augmenter les prix.• Federal Emergency Relief : secours d'urgence de 500 millions de dollars pour les plus nécessiteux.
Juin 1933	<ul style="list-style-type: none">• National Industrial Recovery Act : code de concurrence loyale pour les entreprises ; fin provisoire de la législation anti-trust.• Création de la Public Works Administration pour entreprendre des travaux publics.• Glass Steagall Banking Reform Act : affiliation obligatoire des banques au système de la réserve fédérale ; distinction entre banque de dépôt et banque d'affaires.
Novembre 1933	<ul style="list-style-type: none">• Création de la Civil Work Administration : aide aux chômeurs.

Résultats du 1^{er} New Deal

Les budgets fédéraux (en milliards de dollars)

	1929	1930	1935
Recettes	3,8	2,6	+ 1,2
Dépenses	2,7	4	- 1,3
Solde	4	6,5	- 2,5

Le commerce extérieur des États-Unis (en millions de dollars)

	1929	1933	1935
Exportations	5241	4399,4	+ 841,6
Importations	1675	1449,5	+ 225,5
Solde	2 282,9	2 047,5	+ 235,4

Le produit national des États-Unis (en milliards de dollars)

	1929	1933	1935
	104	56	72

La production industrielle (en indice)

	1929	1933	1935
	100	69	87

Le salaire horaire (en indice)

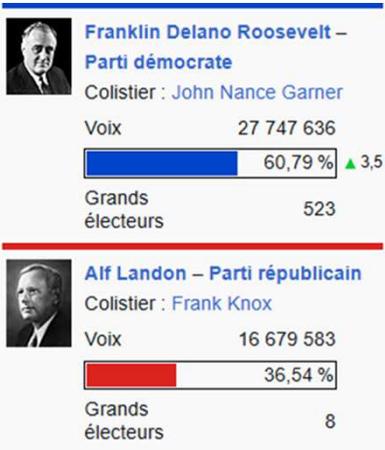
	1929	1933	1935
	100	79	97

Le nombre de chômeurs

	1929	1933	1935
En millions	1,5	12,6	10,2
En pourcentage des actifs	3,1 %	25,2 %	19,9 %

Un second New deal

Mai 1935	• Création de la Work Progress Administration (WPA) pour mettre en place une politique de grands travaux.
Juillet 1935	• Loi Wagner qui confirme la liberté syndicale et le droit de grève.
Août 1935	• Social Security Act : création d'une assurance-chômage et d'un système de retraites.



Un troisième New deal Keynésien

C'est la doctrine économique fondée par l'économiste britannique John Maynard Keynes (1883-1946). Les crises qui frappent la Grande-Bretagne dans les années d'après-guerre, puis la crise économique mondiale provoquant un chômage de masse vont l'inciter à chercher des solutions permettant de juguler les effets sociaux néfastes des dérèglements de l'économie. S'il ne remet pas en cause les principes de l'économie libérale en période de plein-emploi, il juge qu'en période de difficultés économiques, il appartient à l'État d'intervenir de manière pragmatique pour rétablir les équilibres rompus avec tous les moyens à sa disposition, l'impôt, le budget, la dépense publique. Il va même jusqu'à admettre que l'État recoure (provisoirement) au déficit budgétaire pour relancer une économie paralysée. Son influence sera considérable dans les années de l'après-Seconde Guerre mondiale.

- Financement de la construction d'habitations par la dépense budgétaire
- Législation du travail favorable à la hausse des salaires
- Meilleure indemnisation des risques sociaux
- Contrôle plus strict des grandes sociétés

Bilan du New Deal

	1929	1932	1939
Blé ¹	22	20	20
Production industrielle (indice 100 en 1937)	96	50	96
Charbon ¹	552	326	402
Acier ²	57,3	14	47,8
Automobiles (1.000 unités)	5358	1371	3577
Prix de gros (indice 100 en 1901/1910)	153	105	124
Salaire horaire (indice 100 en 1913)	253	200	282
Nombre de chômeurs: - en millions - en % des actifs	1,4 3,1 %	11,9 21 %	8,8 16,5 %
Importations ²	4,4	1,3	2,4
Exportations ²	5,3	1,6	3,3
Revenu national ²	87,6	42,5	72,8

1. En millions de tonnes. 2. En milliards de dollars.

La répartition de la population active

	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire
1929	24 %	33 %	43 %
1940	19 %	31 %	50 %

L'évolution de la productivité (moyenne générale en indice)

1919	1929	1939
79	100	122,2

A - Roosevelt et le New Deal

Trace : Sous la présidence Hoover aux Etats-Unis, devant l'ampleur de la récession, les politiques libérales rencontrent leurs limites, une intervention de l'État pour relancer l'économie apparaît nécessaire. Les Américains élisent largement (57% des voix) le démocrate Franklin D. Roosevelt en 1932 qui lance l'idée d'une nouvelle donne (New Deal). Une série de lois vise à une première relance économique : l' Agricultural Adjustment Act de mai 1933 a pour but de restituer aux agriculteurs un niveau de vie décent en réduisant la charge de la dette et en faisant remonter les cours des produits agricoles. Le National Industrial Recovery Act de juin 1933 encadre la concurrence entre entreprises d'une même branche et propose des clauses sociales avec un salaire horaire minimum et une réglementation du temps de travail hebdomadaire. Si le revenu national progresse, le nombre de chômeurs reste très important, les critiques sont nombreuses, la cour suprême annulant même les dispositions du NIRA en mai 1935.

Un second temps en 1935 voit le New Deal évoluer vers une politique de relance plus audacieuse, toujours au prix d'un lourd déficit budgétaire, annonçant l'état providence : la Work Progress Administration dotée de 5 milliards de dollars a pour but pour lutter contre le chômage, le Social Security Act est un système d'assurance contre le chômage, la vieillesse et l'invalidité. Triomphalement réélu président en 1936 avec 60% des suffrages, Roosevelt met en place des mesures très keynésiennes en 1938 avec une législation du travail favorable à la hausse des salaires et une meilleure indemnisation des risques sociaux.

Cette politique s'achève en 1938 avec l'imminence de la guerre. Son bilan est mitigé : le PIB est à peine supérieur au niveau de 1929 et le chômage reste élevé, la population noire (10% de la population totale) reste marginalisée. Mais l'infrastructure du pays est améliorée par la politique de grands travaux depuis 1933 (électrification des campagnes, modernisation du réseau routier), l'emploi agricole recule au profit du secteur tertiaire et la productivité du travail s'améliore. Le *New Deal*, voie moyenne entre libéralisme classique et marxisme planificateur, pose les bases d'une nouvelle forme d'organisation de l'économie capitaliste, dans laquelle l'État intervient dans l'économie et impose un minimum de protection sociale.

B – Le Front Populaire en France

6 février 1934 et 14 juillet 1935



LE POPULAIRE
Organe du Parti Socialiste (S. F. I. O.)

Le numéro : 30 centimes
ÉDITION DE PARIS

REDICTION ET ADMINISTRATION
10, rue Victor-Massé, 9 - PARIS (9^e)
Téléphone : Jangé à 20 lignes : TRÉSORIER 64-66
La poste de 20 heures : TACTIQUE 48-50
Adresse télégraphique : POPULAI-PARIS
Directeur responsable : LÉON BUFFALO

UNE JOURNÉE HISTORIQUE!

Le peuple de France s'est levé à l'appel du Front Populaire

A Paris, le cortège de la Bastille a groupé plus de cinq mille manifestants qui furent frénétiquement acclamés par la foule massée faubourg Saint-Antoine, place de la Nation et Cours de Vincennes

Dans toute la province des millions de socialistes, de communistes et de républicains ont participé aux grands rassemblements

LE FASCISME NE PASSERA PAS!



Place de la Bastille, tandis que s'opère le rassemblement.

LE SERMENT

Au nom de tous les partis et groupements de liberté et des organisations ouvrières et paysannes,

Les Assises de la Liberté et de la Paix se sont tenues hier matin au stade Buffalo

(Lire le compte rendu en 4^e page)

Au nom du peuple de France rassemblée aujourd'hui sur toute l'étendue du territoire,

Nous, représentants mandatés ou membres du Rassemblement populaire du 14 juillet 1935,

Animés par la même volonté de donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse et la paix au Monde,

Nous faisons le serment solennel de rester unis pour défendre et développer les libertés démocratiques et pour assurer la paix humaine.



NOUS FAISONS LE SERMENT SOLENNEL DE RESTER UNIS POUR DÉFENDRE ET DÉVELOPPER LES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES ET POUR ASSURER LA PAIX HUMAINE.

Devant le stade de Buffalo, six cent mille ont juré le serment solennel de rester unis.



Au nom de la nation d'une autre, visé à gauche, Maurice Thorez, Paul Faure et Boris Thorez qui le font entendre.

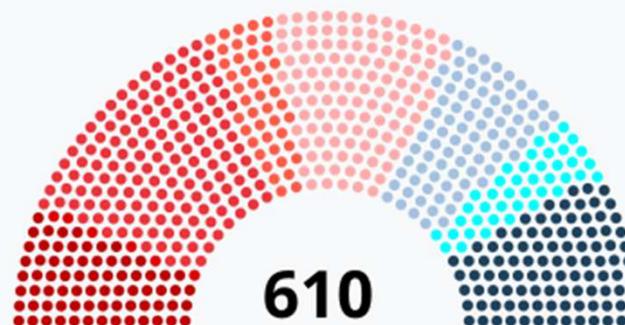
UN ROMAN HISTORIQUE

Le "Populaire" commencera prochainement la publication en feuilleton d'une grande œuvre de la Révolution.



Léon Blum est fraternellement accueilli par la foule. Au premier plan, de gauche à droite : Lacombe, Bédarride et Maurice Pons.

Les élections d'avril-mai 1936



Léon Blum



Coalitions	Votes	%	Sièges
Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO)	1 878 513	19,18	149
Parti communiste-SFIC (PC-SFIC)	1 492 020	15,23	72
Parti républicain radical et radical-socialiste (PRRRS)	1 486 464	15,17	115
Union socialiste républicaine (USR)	648 406	6,62	44
Parti d'unité prolétarienne (PUP)	184 765	1,89	6
Total Front populaire (FP)	5 690 168	57,78	386
Alliance démocratique (AD)	2 089 166	21,33	82
Fédération républicaine (FR)	1 642 326	16,77	100
Parti démocrate populaire (PDP)	373 943	3,82	42
Total Droite parlementaire	4 105 435	41,69	224
Total	9 847 266	100,00	610

Nouvelles grèves "sur place" dans la région parisienne

Elles affectent une trentaine d'usines
métallurgiques de moyenne importance

LE MOUVEMENT S'EST ÉTENDU A DES ENTREPRISES DIVERSES

Les organisations ouvrières recommandent la discipline, le calme et le sang-froid à tous les grévistes

*Aucun incident grave n'a marqué hier
"l'occupation" des usines et établissements*



Les grévistes passent le temps agréablement

Les grèves de juin

[Vidéo Lumni 4'17](#)



<https://www.leparisien.fr/> et <https://histoire-image.org/>

Les lois du Front populaire

Art. 3. L'observation des lois s'imposant à tous les citoyens, les employeurs reconnaissent la liberté d'opinion, ainsi que le droit pour les travailleurs d'adhérer librement et d'appartenir à un syndicat professionnel constitué en vertu du livre III du Code du travail. Les employeurs s'engagent à ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou de ne pas appartenir à un syndicat pour arrêter leurs décisions en ce qui concerne l'embauchage ou le congédiement. [...]

Art. 4. Les salaires réels pratiqués pour tous les ouvriers à la date du 25 mai 1936 seront, du jour de la reprise du travail, rajustés suivant une échelle décroissante commençant à 15 % pour les salaires les moins élevés pour arriver à 7 % pour les salaires les plus élevés. [...]

Art. 5. En dehors des cas particuliers déjà réglés par la loi, dans chaque établissement comprenant plus de dix ouvriers, après accord entre organisations syndicales, ou, à défaut, entre les intéressés, il sera institué deux ou plusieurs délégués ouvriers selon l'importance de l'établissement. Ces délégués ont qualité pour présenter à la direction les réclamations individuelles qui n'auraient pas été directement satisfaites, visant l'application des lois, décrets, règlements du Code du travail, des tarifs de salaires, et des mesures d'hygiène et de sécurité. [...]

Accords Matignon, 7 juin 1936.



1936 – Les premiers congés payés – Le pique-nique - © René Dazy/Rue des Archives



Comité d'accueil et manifestation pour la venue de Léon Blum à Roubaix après la signature des accords de Matignon. 1936. - © Roger-Viollet

L'opposition à l'expérience du Front Populaire



Luis, Un Pays qui ne peut plus exporter est voué à la faillite, 1936, lithographie en couleurs, 120 × 80 cm, bibliothèque Forney, Paris.

Dessin de Pol Ferjac paru dans le Canard Enchaîné du 12 août 1936



Affiche du centre de propagande des républicains nationaux



B – Le Front Populaire en France

Trace : En France, les différents partis de gauche (communistes, socialistes et radicaux) constituent une coalition dès 1935, le Front populaire, qui remporte les élections législatives de mai-juin 1936 grâce surtout à une poussée des communistes mais ce sont les socialistes qui ont le plus de députés à l'Assemblée nationale. Dans un contexte de grèves pacifistes et joyeuses avec occupations d'usines, le chef du gouvernement Léon Blum réunit à l'hôtel Matignon les représentants du patronat et de la CGT.

Dans la nuit du 7 au 8 juin 1936, les accords Matignon sont signés : ils prévoient l'augmentation des salaires de 7 à 15% afin de provoquer par l'augmentation des bas salaires une relance de la consommation entraînant une reprise économique. Le droit syndical dans l'entreprise est reconnu avec des délégués du personnel pour les entreprises de plus de 10 salariés. Le principe des conventions collectives est entériné. Ces accords furent bientôt complétés les jours suivants par un arsenal législatif visant à améliorer les conditions de travail des ouvriers : semaine de 40 heures et les premiers 15 jours de congés payés.

Mais ces mesures donnèrent des résultats économiques mitigés avec une faible reprise économique, une faible diminution du chômage et une neutralisation de l'augmentation des salaires par la hausse des prix. Face à l'opposition des milieux patronaux, de droite et d'extrême droite, aux dissensions internes entre les 3 partis, l'expérience du Front Populaire prend fin en avril 1938.